

Préface

Une information courte, pertinente, transmise en priorité

Le CSL flash renforce l'éventail des newsletters que la Chambre des salariés consacre aux thèmes juridiques, socioéconomiques, liés à l'environnement du travail. Par son format court et son contenu ciblé, il constitue l'utile prolongement, actualisé et périodique, du Panorama social annuel. Cette lettre d'information originale s'appuie sur des données économiques et sociales, mensuelles, trimestrielles ou annuelles, moins médiatisées. Ce deuxième numéro traite de l'évolution des gains, des faillites, de la productivité, des coûts salariaux, de la scolarisation, de l'activité des jeunes et des seniors ainsi que du taux de remplacement des pensions.



Jean-Claude Reding, président de la CSL

Une dégradation de la situation des familles

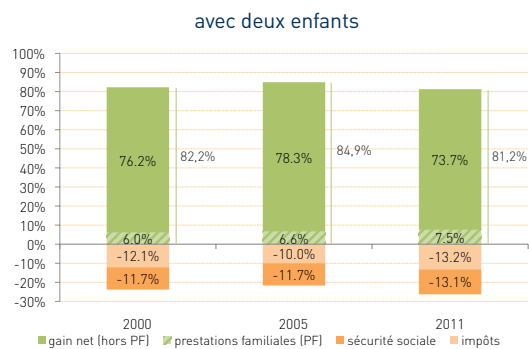
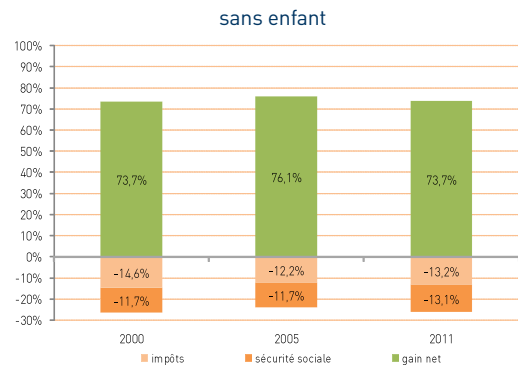
Entre 2000 et 2011, pour les couples sans enfant, la hausse des cotisations de sécurité sociale (1,4 point) compense intégralement la baisse de l'impôt, laissant inchangé le gain net (73,7 %). Sur la même période, les **couples avec deux enfants** connaissent une **hausse** tant **des cotisations** que **de l'impôt**. Et malgré une augmentation (1,5 point) des prestations familiales, leur revenu net en % du brut baisse (1 point). Hors prestations familiales, les couples sans enfant avaient en 2000 un gain net inférieur (de 2,5 points) à celui des couples avec deux enfants. En 2011, cette différence a disparu suite à la réforme fiscale.

À noter que la situation de 2005 s'était montrée favorable tant aux familles qu'aux couples sans enfant.

Le **gain net** est calculé en pourcentage du salaire brut duquel on retranche les impôts et les cotisations de sécurité sociale et auquel on ajoute les prestations familiales. Ce gain net se confond avec le salaire net pour les couples sans enfant.

	Salaire moyen annuel brut	Salaire moyen mensuel brut
2000	35.875,00	2.989,53
2005	42.063,00	3.505,25
2011	49.890,48	4.175,54

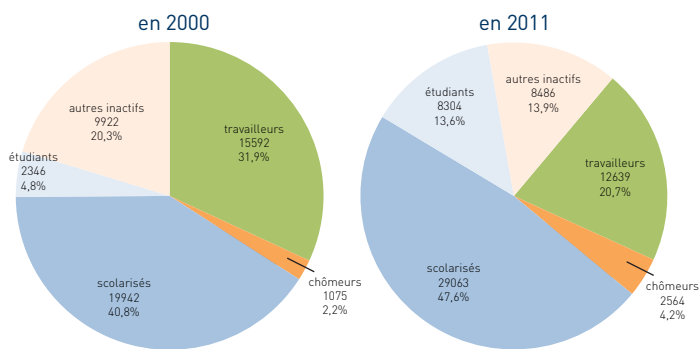
Gain net en % du brut d'un couple avec deux salaires moyens



Données : Eurostat

Une scolarisation qui progresse

Les jeunes de 15 à 24 ans



Données : Eurostat

Entre 2000 et 2011, la population des 15-24 ans a augmenté de 2,0 % par année. Elle gagne aussi en importance au sein de la population résidente (0,5 % par an). Parallèlement, **le taux de scolarisation croît fortement** (de 6,8 points dans le secondaire et le primaire, de 8,8 dans le supérieur) et la **part des autres inactifs chute** (6,4 points). Ces évolutions s'accordent avec les objectifs de l'Union européenne pour 2020 en matière d'éducation.

Inactifs : personnes sans emploi et n'en recherchant pas

Autres inactifs : personnes non scolarisées sans emploi et n'en recherchant pas

Une période d'activité décalée

Le **taux d'activité des jeunes a diminué** d'un quart (de 34,1 à 24,9 %) entre 2000 et 2011. Dans le même temps, la proportion de jeunes ayant un emploi est presque divisée par 2 (de 31,9 à 20,7 %), alors que celle des chômeurs double (de 2,2 à 4,2 %). Ces évolutions contraires font exploser le taux de chômage des jeunes (6,5 % en 2000, 16,9 % en 2011).

Sur la même période, le **taux d'activité des 55-64 ans a progressé** de 50 % suite à l'augmentation conjointe de leur taux d'emploi (de 26,7 à 39,3 %) et de la proportion de chômeurs âgés (de 0,3 à 1,1 %).

Alors que les jeunes inactifs sont composés d'une part croissante d'élèves et d'étudiants, les seniors inactifs, notamment les pensionnés, voient leur part diminuer.

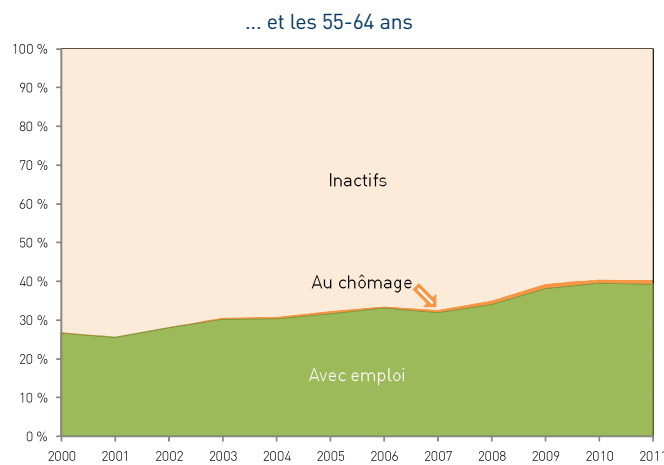
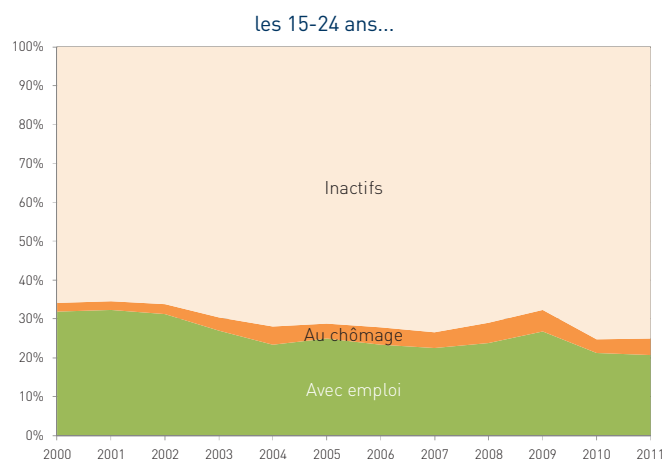
Le **taux d'activité** est le rapport entre le nombre d'actifs (chômeurs et actifs occupés) et l'ensemble de la population de la classe d'âge considérée.

Le **taux d'emploi** est la proportion de personnes disposant d'un emploi dans une classe d'âge donnée.

Le **taux de chômage** est le rapport entre le nombre de chômeurs et le nombre d'actifs de la classe d'âge.

La **proportion de chômeurs** est le rapport entre le nombre de chômeurs et l'ensemble de la population de la classe d'âge considérée. Elle constitue une indication des ressources potentielles disponibles pour le marché du travail.

Travailleurs, chômeurs et inactifs

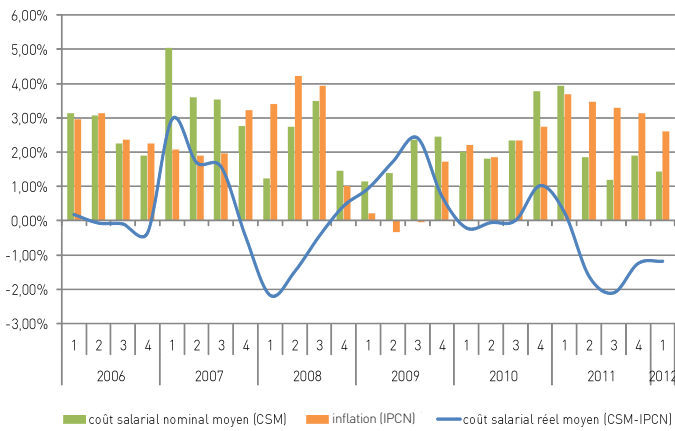


Données : Eurostat



Des coûts salariaux réels qui diminuent toujours

Coûts salariaux nominaux et réels (variation annuelle en %)



Données : Statec, comptes nationaux trimestriels

La variation des coûts salariaux réels au 3^{ème} trimestre 2011 est semblable à celle du 1^{er} trimestre 2008 : une croissance des coûts nominaux faible (respectivement 1,20 et 1,24 %), une inflation élevée (3,30 et 3,41 %) et, en conséquence, une baisse des coûts réels (2,11 et 2,18 %). Alors qu'en 2008, l'évolution des coûts salariaux réels devient rapidement positive, en 2011, la reprise tarde à se manifester : **la croissance des prix à la consommation reste supérieure à celle des coûts nominaux**. Les salaires réels diminuent donc toujours au premier trimestre 2012.

Les **coûts salariaux** se composent des salaires bruts et des charges patronales ; les **coûts réels** sont corrigés de l'inflation.

Production et effet d'opportunité

Les emplois résidents et la production (mesurée par la valeur ajoutée brute) évoluent globalement de concert sur la période, aussi bien à la hausse qu'à la baisse. La variation de la population active résidente est similaire à celle disposant d'un emploi, avec un décalage d'un trimestre.

La **hausse de la production** semble créer un **effet d'opportunité** en attirant sur le marché du travail des personnes inactives qui peuvent, dans un premier temps, être en situation de chômage.

Inversement, la **baisse de la production** entraîne le plus souvent une diminution de la population active le trimestre suivant (**effet travailleurs découragés**).

La **valeur ajoutée brute** est une mesure de la production en valeur.

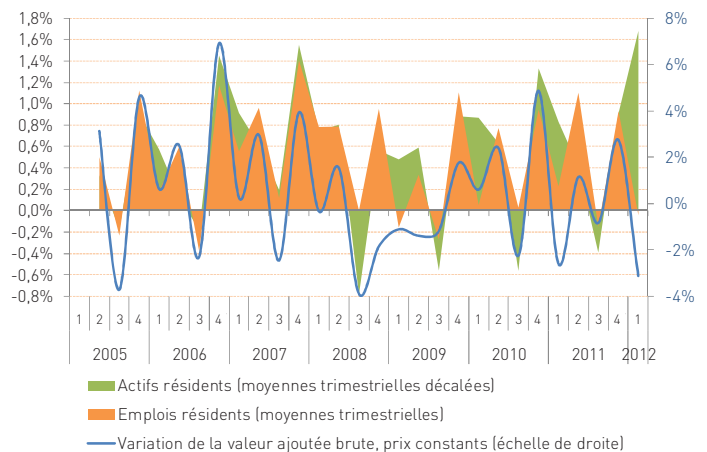
Les **prix constants** sont les prix en valeur réelle, c'est-à-dire corrigés de l'inflation.

Les données concernant les **actifs résidents** ont été **décalées d'un trimestre**.

La **population active** se compose de l'ensemble des travailleurs et des chômeurs.

Le **travailleur découragé** ne recherche pas d'emploi car il estime qu'il n'y en a pas de disponible correspondant à son profil.

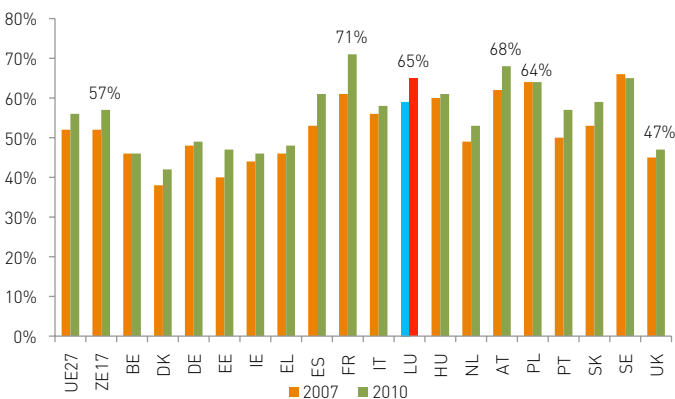
Variations de l'activité, de l'emploi et de la production



Données : Eurostat

Taux de remplacement agrégé : le Luxembourg bien placé

Taux de remplacement agrégé des revenus d'activité pour les hommes



Données : Eurostat, EU-SILC

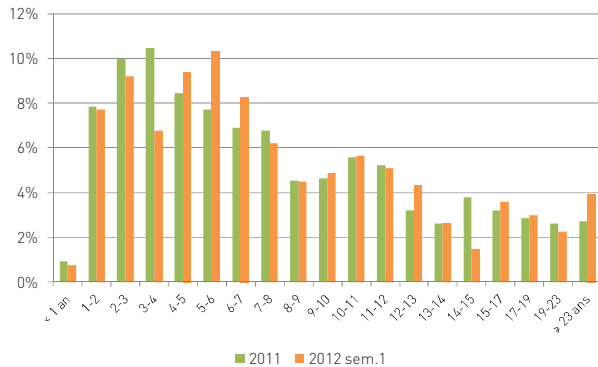
Compte tenu des contextes différents entre les pays européens, la comparaison des taux de remplacement est faite entre les revenus bruts médians des pensionnés de 65 à 74 ans et ceux des actifs de 50 à 59 ans. Elle ne concerne que les hommes.

De 2007 à 2010, les inégalités de revenu entre pensionnés et actifs en fin de carrière ont diminué dans la plupart des pays européens, le taux de remplacement d'un revenu par l'autre augmentant entre les deux périodes. En 2010, le taux de remplacement le plus élevé se situe en France : le revenu médian brut d'un retraité est égal à 71% du revenu médian brut d'activité d'un senior de 55 à 59 ans; **ce taux est plus faible de 6 points au Luxembourg (65%)**.

Le **taux de remplacement**, pour une année donnée, est le rapport entre le revenu brut médian des pensionnés de 65 à 74 ans et le revenu brut médian des travailleurs de 50 à 59 ans.

Des entreprises plus anciennes qui subissent la faillite

Cessation d'activité suite à défaillance selon l'ancienneté



Données : Barreau de Luxembourg et de Diekirch (date du jugement)

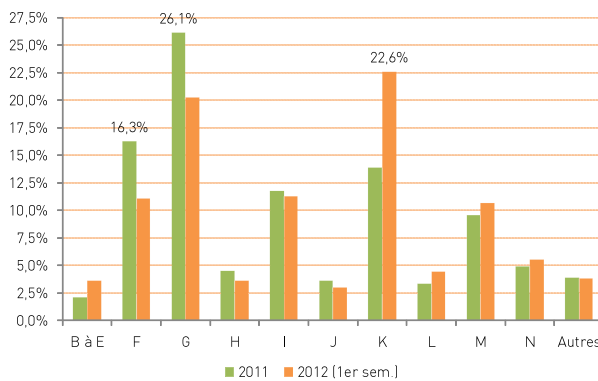
En 2011, les faillites ont frappé davantage des **entreprises relativement jeunes** (de 1 à 5 ans). En revanche, au 1^{er} semestre 2012, les faillites les plus nombreuses touchent des **entreprises plus anciennes** (notamment de 5 à 8 ans).

Une entreprise est en situation de **défaillance** à partir du moment où une procédure judiciaire est ouverte à son encontre.

La notion de **cessation** correspond à l'arrêt total de l'activité économique.

Trois quarts des faillites concentrés sur cinq secteurs

Cessation d'activité suite à défaillance selon l'activité économique



Données : Barreau de Luxembourg et de Diekirch (date du jugement)

En 2011, les faillites sont surreprésentées dans la **construction** (F) et dans le **commerce et la réparation de véhicules** (G). Le 1^{er} semestre 2012 voit une augmentation très forte de la part des **activités financières et d'assurance** (K) dans l'ensemble des faillites. Sur les deux périodes, les activités spécialisées, scientifiques et techniques (M) et l'hébergement-restauration (I) rassemblent environ 10% des faillites.

- B à E : Industrie manufacturière, industries extractives et autres
- F : Construction
- G : Commerce, Réparation d'automobiles et de motocycles
- H : Transports et entreposage
- I : Hébergement-restauration
- J : Information et communication
- K : Activités financières et d'assurance
- L : Activités immobilières
- M : Activités spécialisées, scientifiques et techniques
- N : Activités de services administratifs et de soutien
- O : Administration publique
- P : Enseignement
- Autres : Activités non reprises supra

Des disparités de rémunération qui s'accroissent

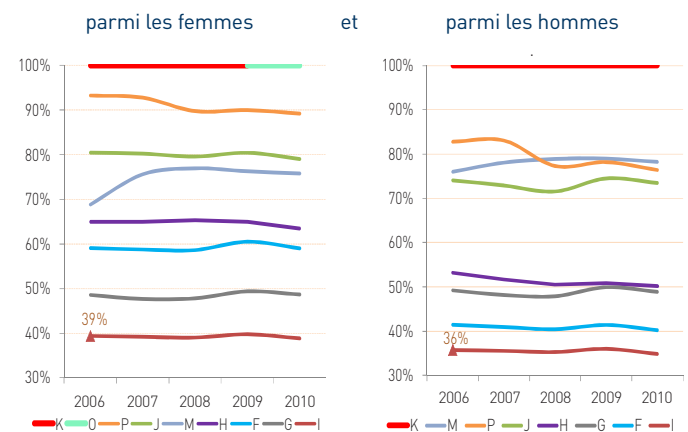
De 2006 à 2010, pour l'ensemble des travailleurs, le secteur qui rémunère le plus est celui des **activités financières et d'assurance**. Cependant, pour les femmes, à partir de 2009, ce secteur est détrôné par celui de l'administration publique.

Par rapport au secteur des activités financières et d'assurance, **les disparités de gains bruts augmentent tant parmi les femmes que parmi les hommes** (courbes décroissantes), sauf pour les activités spécialisées, scientifiques et techniques (M).

En 2006, les hommes œuvrant dans l'**hébergement-restauration** gagnent environ trois fois moins que ceux travaillant dans les **activités financières et d'assurance** (les gains bruts des premiers sont égaux à 36% des seconds) ; pour les femmes, les chiffres respectifs sont 2,5 fois moins et 39%.

Certains secteurs ne se différenciant pas nettement d'autres ne sont pas représentés.

Hierarchie des gains bruts



Données : Eurostat